

---

## Terrorisme islamiste en Grande Asie centrale : "Al-Qaïdisation" du djihadisme ouzbek

---



**Didier Chaudet**

*Décembre 2008*

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

***Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.***

**Centre Russie/NEI**

**© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2008**

**ISBN : 978-2-86592-424-0**

**IFRI**

27 RUE DE LA PROCESSION  
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE  
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00  
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60  
E-MAIL : [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

**IFRI-Bruxelles**

RUE MARIE-THERESE, 21  
1000 BRUXELLES  
TEL. : 32(2) 238 51 10  
FAX : 32 (2) 238 51 15  
E-MAIL : [info.eurifri@ifri.org](mailto:info.eurifri@ifri.org)

SITE INTERNET : [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques et politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou obtenir des informations complémentaires), vous pouvez écrire à l'adresse suivante : [info.russie.nei@ifri.org](mailto:info.russie.nei@ifri.org)

### ***Derniers numéros***

- Stephen Aris, « L'OCS, poste d'observation sino-russe », *Russie.Nei.Visions*, n° 34, septembre 2008 ;
- Andrei Kortounov, « La coopération universitaire russo-américaine : Quel nouveau modèle après l'aide technique ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 33, août 2008 ;
- Kerry Longhurst, « Différencier la politique européenne de voisinage : quelles implications pour l'Ukraine ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 32, juillet 2008.

## Auteur

---

Didier Chaudet est chercheur au Centre Russie / NEI à l'IFRI. Il enseigne également à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (IEP), où il donne un cours sur les questions de sécurité en Grande Asie centrale. Il est diplômé de l'IEP de Paris, et a été Fox Fellow à l'Université de Yale.

# Sommaire

---

<b>AUTEUR .....</b>	<b>2</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>LA MENACE ORIGINELLE : LE PERIL ISLAMISTE ET LE MIO.....</b>	<b>8</b>
Les racines du djihadisme en Ouzbékistan .....	8
La montée en puissance de la menace du MIO avant le 11 Septembre.....	11
Le MIO après la chute des Taliban.....	15
<b>APRES LA CHUTE DE L'ÉMIRAT AFGHAN : UN DJIHAD OUZBEK SANS LEADER. 19</b>	
Scission interne et naissance d'une nouvelle Al-Qaïda centre-asiatique.....	19
Le djihad sans leader dans la vallée de Ferghana .....	23
La responsabilité des grandes puissances régionales .....	28
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>31</b>

## Résumé

---

Cet article vise à étudier le danger que représente le terrorisme islamiste en Asie centrale, par le biais de l'analyse d'une menace « de type Al-Qaïda » : celle que représentent le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO), le groupe sécessionniste Union du Jihad Islamique (UDI) et ses cellules autonomes, qui constituent probablement le problème le plus important dans la zone. Avant même le début de la campagne américaine en Afghanistan, le MIO était déjà bien plus qu'une menace islamo-nationaliste, c'est-à-dire un problème circonscrit à un seul pays. Son combat était régional autant que national : outre l'Ouzbékistan, ce mouvement menaçait également le Tadjikistan et le Kirghizistan. La perte du sanctuaire afghan à la fin de l'année 2001 a porté un coup sévère au MIO, mais elle n'a pas suffi à le détruire. Ce développement a cependant provoqué un changement structurel du mouvement : d'une organisation hiérarchisée il est passé à une structure en réseau. À présent, le problème n'est plus seulement le MIO historique, mais également un groupe sécessionniste appelé l'Union du Jihad Islamique, ainsi qu'un réseau de « cellules dormantes » en Asie centrale. Ces dernières restent, à divers degrés, reliées aux deux premiers groupes, mais peuvent également agir de manière autonome. La menace « de type Al-Qaïda » est donc bien réelle. Elle devra non seulement être traitée dans l'Asie centrale post-soviétique mais aussi – étant donné que les néo-Taliban sont les principaux protecteurs du MIO et de l'UDI – être jugulée dans le cadre de la guerre en Afghanistan.

## Introduction

---

L'impact réel des groupes islamistes actifs en Asie centrale est sujet à controverse. Certaines organisations sont connues pour des actions qu'elles ont réellement menées. D'autres doivent leur notoriété à des actions qui leur ont été attribuées, parfois sans preuves solides.

Exemple éloquent d'une telle situation : le *Hizb ut-Tahrir* (HT, Parti de la Libération). Il n'est pas rare de voir aussi bien des experts indépendants que des officiels gouvernementaux proclamer que le HT, non-violent mais radical, représente le principal problème associé au terrorisme islamiste en Asie centrale. Certains n'hésitent pas à comparer le HT à Al-Qaïda et prédisent même que le premier va devenir plus dangereux que le second à long terme<sup>1</sup>. Effectivement, tout peut théoriquement arriver à long terme ; de tels arguments ne sont guère convaincants pour hiérarchiser les risques et comprendre les véritables problèmes auxquels les Etats de la zone seront confrontés dans un avenir proche. De plus, jusqu'à présent, le HT n'a jamais semblé représenter une menace sécuritaire en Asie centrale, le groupe s'étant surtout illustré par ses distributions de tracts<sup>2</sup>. La comparaison n'en demeure pas moins intéressante. Al-Qaïda est devenue l'étalon de toute menace de nature terroriste : il est donc important de savoir s'il existe réellement une menace « de type Al-Qaïda » dans une zone comme l'Asie centrale – une région située sur la ligne de front de la guerre en Afghanistan et dont les ressources en pétrole et en gaz suscitent l'intérêt des Européens et des autres puissances.

Pour répondre à cette question, il faut d'abord comprendre les différences existant entre les différents mouvements islamistes. Objectivement, tous les groupes ne représentent pas le même degré de menace. Il est possible de distinguer trois types principaux :

– Ceux qui évitent de recourir à la violence, même lorsque leur message est radical. C'est le cas du HT ou du *Tablighi Jamaat* (TJ, Groupe de la transmission [du message islamique])<sup>3</sup>. Ils ne représentent pas une

---

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

<sup>1</sup> Voir par exemple S. R. Bowers, V. Ciobanu, A. Tabyshalieva, « Hizb ut-Tahrir in Tajikistan » [Hizb ut-Tahrir au Tadjikistan], William R. Nelson Institute, décembre 2003.

<sup>2</sup> Pour une évaluation de la menace que représente le HT, voir D. Chaudet, « Hizb ut-Tahrir, an Islamist Threat in Central Asia? » [Hizb ut-Tahrir, la menace islamiste en Asie centrale], *Journal of Muslim Minority Affairs*, vol. 26, n° 1, avril 2006, p. 113-125.

<sup>3</sup> Sur le HT et le TJ spécifiquement en Asie centrale, voir D. Chaudet, « La menace djihadiste en Grande Asie centrale », *Politique Etrangère*, n° 3, 2008.

menace sécuritaire directe. Dès lors, même s'il est avisé de surveiller leurs membres afin de détecter les individus potentiellement dangereux, une politique anti-terroriste raisonnable n'implique pas nécessairement une focalisation maximale sur ces groupes en tant qu'organisations.

– Les groupes « islamo-nationalistes » violents. Ceux-là placent les questions politiques nationales en tête de leurs préoccupations<sup>4</sup>. Ils se réfèrent à la notion théologique de « djihad défensif », c'est-à-dire une réaction contre une cause directe d'oppression ou d'occupation<sup>5</sup>. A vrai dire, si l'on fait abstraction de leur aspect islamique, ces groupes semblent prolonger les mouvements anti-coloniaux et de libération du passé<sup>6</sup>. L'avantage de ces organisations est qu'elles aspirent à exercer une partie du pouvoir sur un territoire clairement défini. Par conséquent, il est possible de négocier avec elles ; et, dans le cas où elles ne parviendraient pas à prendre le pouvoir, elles ne choisiraient pas la lutte à mort si elles se voyaient proposer une solution de sortie.

– Les groupes « de type Al-Qaïda ». D'un point de vue idéologique, ces groupes peuvent être définis comme des salafistes-djihadistes. Le salafisme consiste en une interprétation stricte, littérale, de la religion. Les textes sacrés sont considérés comme l'unique source d'autorité. Ils permettraient d'échapper à la subjectivité et à l'égoïsme humains qui sont considérés comme les racines de l'injustice et de la vulnérabilité des plus pauvres. Aux yeux de ces groupes, les régimes actuels du monde musulman sont en train d'instaurer une telle situation<sup>7</sup>. Les salafistes estiment que leur vision de l'islam est la seule juste, ce qui fait d'eux une communauté extrémiste et, souvent, divisée. Le djihadisme est l'un des sous-groupes du salafisme. Ses adeptes considèrent que seule la violence leur permettra d'influencer les politiques menées dans le monde musulman. Leur stratégie est celle d'une action « par le haut ». A la différence de la majorité des islamistes, ils n'ont pas pour but de convertir les gens à leurs idées. Leur objectif est d'imposer leur vision du monde par la force, soit en s'emparant du pouvoir étatique, soit par le biais du terrorisme. Comme les islamo-nationalistes, ils sont le produit d'un environnement politique répressif, mais ils ne se concentrent pas seulement sur « l'Ennemi Proche » (les régimes locaux). Pour eux, il existe également un « Ennemi Lointain » (le plus souvent, les États-Unis, et plus généralement les grandes puissances) qui doit être combattu tout aussi énergiquement.

Dans ce contexte, il est important d'identifier précisément l'existence, ou l'inexistence, d'un péril « de type Al-Qaïda » en Asie centrale. Si un tel péril existe, il ne pèse pas uniquement sur un seul État mais menace également la sécurité régionale. Une telle situation serait

---

<sup>4</sup> O. Roy, *Généalogie de l'islamisme*, Paris, Hachette, 1995, p. 101.

<sup>5</sup> C'est la vision d'un groupe comme le Hezbollah. Voir, par exemple, W. Charara et F. Domont, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, Paris, Fayard, 2004, p. 110.

<sup>6</sup> H. Jaber, *Hezbollah, Born With a Vengeance* [Hezbollah, né dans la vengeance], New York, Columbia University Press, p. 17-18.

<sup>7</sup> Q. Wiktorowicz, « Anatomy of the Salafi Movement » [L'Anatomie du mouvement salafiste], *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 29, n° 3, p. 209-210.



particulièrement dangereuse non seulement pour l'Asie centrale post-soviétique, mais aussi pour la stabilisation de ce que l'on peut appeler la « Grande Asie centrale » (Asie centrale post-soviétique, Afghanistan, Pakistan<sup>8</sup>) – une zone qui sera le principal front de la « Guerre contre le Terrorisme » dans les années à venir<sup>9</sup>.

Cet article cherche à montrer que s'il existe une menace « de type Al-Qaïda » en Asie centrale post-soviétique, elle provient du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) et de ses anciens affidés. Une analyse sérieuse de cette question exige de comprendre l'évolution des organisations terroristes depuis la fin de la guerre froide. Il faut par exemple avoir à l'esprit que les mouvements terroristes ne sont plus organisés systématiquement selon une structure strictement pyramidale. Ce type de groupes ne peut pas être réduit à leurs dirigeants. C'est pourquoi une approche anti-terroriste qui se concentrerait exclusivement sur la décapitation de ces organisations ne serait pas efficace. Bien entendu, le sommet de la pyramide ne doit pas être négligé pour autant. Le MIO « historique » est donc toujours une donnée à prendre en compte, et les leaders charismatiques jouent indéniablement un rôle important pour la cohésion de ces groupes<sup>10</sup>. Il n'en reste pas moins que, comme l'indique M. Sageman, il faut se souvenir qu'une organisation terroriste peut aussi devenir un réseau sans leader<sup>11</sup>. Al-Qaïda et le MIO ont connu une évolution dans ce sens après la défaite des Taliban. La menace « à la Al-Qaïda » en Asie centrale ne provient pas d'une seule source. Elle peut être vue comme une hydre à trois têtes : le MIO historique, le groupe sécessionniste qu'est l'UDI (Union du Jihad Islamique) et les anciennes cellules dormantes qui existent toujours en Asie centrale post-soviétique.

---

<sup>8</sup> M. B. Olcott, J. Linn, « Turmoil in Central Asia » [Désarroi en Asie centrale], *Wall Street Journal*, 12 août 2008.

<sup>9</sup> Interrogé au Sénat par Joe Biden le 4 août 2008, Ryan Crocker, ambassadeur en Irak et ex-ambassadeur au Pakistan, a admis que la vraie menace de type Al-Qaïda se trouvait dans la zone Afghanistan-Pakistan, et non en Irak. Une déclaration qui a porté un coup sévère à l'administration Bush.

<sup>10</sup> B. Hoffman, « The Myth of Grass-Roots Terrorism » [Le mythe du terrorisme populaire], *Foreign Affairs*, vol. 87, n° 3, mai-juin 2008, <[www.foreignaffairs.org](http://www.foreignaffairs.org)> ; R. Gunaratna, *Inside Al Qaida. Global Network of Terror* [Au sein d'Al-Qaïda. Le réseau global de la terreur], New York, Columbia University Press, 2002, p. 58.

<sup>11</sup> M. Sageman, *Leaderless Jihad* [Le Jihad sans leader], Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2008.

## La menace originelle : le péril islamiste et le MIO

---

Dans les années 1990, le MIO est devenu la tête principale de cette hydre. Avant la campagne américaine contre les Taliban, ce groupe avait connu une longue montée en puissance et incarnait l'un des grands sujets de préoccupation en matière de sécurité en Asie centrale post-soviétique. Aujourd'hui, est-il approprié de considérer que le MIO ne représente plus une menace « de type Al-Qaïda » ?

### *Les racines du djihadisme en Ouzbékistan*

Pour comprendre l'origine de la menace, il est nécessaire de revenir aux racines du problème. Il est possible d'en identifier trois : les inégalités sociales, le retour en force de la religion et la nature autoritaire du régime.

En obtenant l'indépendance, les Ouzbeks ont perdu la gratuité des services publics et la régulation des prix des biens de consommation courante. Les *budgetniki* (employés d'organisations financées par le gouvernement), les travailleurs agricoles et les employés de l'industrie et du bâtiment sont devenus les « nouveaux pauvres » de l'ère post-soviétique<sup>12</sup>. Au même moment, quelques rares élus – les « nouveaux Ouzbeks » – ont amassé des fortunes considérables, tandis que l'influence des organisations criminelles ne cessait d'augmenter<sup>13</sup>. En outre, la pression démographique a toujours été élevée dans ce pays : en 1989, les citoyens ouzbeks âgés de 10 à 14 ans étaient trois fois et demie plus nombreux que ceux âgés de 50 à 54 ans, ce qui annonçait un taux de chômage élevé pour la jeune génération<sup>14</sup>.

---

<sup>12</sup> A. Ilkhamov, « Impoverishment of the masses in the transition period: signs of an emerging “new poor” identity in Uzbekistan » [L'appauvrissement des masses pendant la période de transition : signes d'émergence de l'identité des “nouveaux pauvres” en Ouzbékistan], *Central Asian Survey*, vol. 20, n° 1, 2001, p. 34.

<sup>13</sup> F. Heyat, « Re-Islamisation in Kyrgyzstan: Gender, New Poverty and the Moral » [Réislamisation au Kirghizstan : genres, nouvelle pauvreté et morale], *Central Asian Survey*, vol. 23, n° 3-4, 2004, p. 280.

<sup>14</sup> M. Kaser, « The Economic and Social Impact of Systemic Transition in Central Asia and Azerbaijan » [L'Impact économique et social de la transition systémique en Asie centrale et en Azerbaïdjan], in M. Amineh and H. Houweling, *Central Asia in Global Politics. Conflict, Security and Development* [Asie centrale dans la politique globale. Conflit, sécurité et développement], Leiden, Boston, Brill, 2005, p. 146-147, 153.

La réaction des « nouveaux pauvres » à cette situation s'explique par l'éducation soviétique qu'ils avaient reçue. Ils ont, en effet, rejeté le nouveau système car des valeurs essentielles comme l'égalité et la justice sociales n'y étaient pas défendues. Plus globalement, leur vision du monde procédait clairement d'un mélange de philosophie marxiste et de morale islamique<sup>15</sup>. Dans le même temps, les jeunes pauvres ont également trouvé dans la religion une sorte de « thérapie sociale » qui leur permettait de mieux vivre les difficultés de leur existence dans l'Ouzbékistan tout juste indépendant<sup>16</sup>. Cette situation rappelle que les « jeunes pauvres urbains », premières victimes de systèmes économiques inégalitaires au Moyen-Orient et ailleurs, ont historiquement donné de nombreux soldats aux groupes radicaux. C'est encore le cas aujourd'hui<sup>17</sup>. Comme d'autres djihadismes avant lui, c'est dans cette catégorie de la population que le djihadisme ouzbek a recruté son infanterie.

En second lieu, la chute de l'URSS a facilité une renaissance de l'islam. La majorité des Ouzbeks ne sont pas devenus pratiquants du jour au lendemain ; pour la plupart d'entre eux, le retour à l'islam représentait une manière de mettre un peu d'ordre dans le chaos social post-soviétique. Cette tendance s'expliquait également par la montée du nationalisme, l'islam faisant partie intégrante de la culture locale<sup>18</sup>. Cependant la religion exerçait également un attrait idéologique sur une partie de la population. C'est à peu près à ce moment que sont apparus certains groupes salafistes porteurs de desseins révolutionnaires, en particulier dans la vallée de Ferghana.

Le salafisme avait déjà des racines profondes en Asie centrale<sup>19</sup>. Dans la partie ouzbèke de la vallée de Ferghana, les groupes fondamentalistes sont apparus à la suite de l'indépendance. Leur objectif était de restaurer l'ordre dans les rues et de réguler les prix sur les marchés locaux. C'est ainsi qu'un groupe comme *Adolat* (Justice) s'est fait connaître au début des années 1990. Milice locale à l'origine, il a rapidement évolué vers l'islamisme. Il a été incorporé au sein du groupe *Islam Lashkarlari* (les Guerriers de l'Islam) en tant qu'organisation de combat. Une autre branche du mouvement, contrôlée par Tahir Iouldachev – un mollah local âgé de 24 ans rapidement devenu l'un des leaders salafistes les plus influents de la vallée de Ferghana –, était chargée de la propagande religieuse. D'autres groupes islamistes étaient actifs dans la même zone, ce qui n'a fait que renforcer un climat révolutionnaire général.

---

<sup>15</sup> A. Ilkhamov, *op. cit.* [12], p. 33.

<sup>16</sup> J. Nazpary, *Post-Soviet Chaos: Violence and Dispossession in Kazakhstan* [Le chaos post-soviétique : violence et expropriation au Kazakhstan], Londres, Pluto Press, 2001.

<sup>17</sup> G. Kepel, *Jihad : Expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000 ; N. Beau et C. Graciet, *Quand le Maroc sera islamiste*, Paris, La Découverte, 2007, p. 21-24, 29.

<sup>18</sup> A. Khalid, *Islam after Communism. Religion and Politics in Central Asia* [L'islam après le communisme. Religion et politique en Asie centrale], Los Angeles/London, University of California Press, 2007, p. 118-119, 128.

<sup>19</sup> S. Peyrouse, « The Rise of Political Islam in Soviet Central Asia » [La montée en puissance de l'islam politique en Asie centrale soviétique], in H. Fradkin, H. Haqqani, E. Brown (sous la dir.), *Current Trends in Islamist Ideology*, vol. 5, 2005, p. 40-54.

Les tensions étaient exacerbées, l'État se montrant incapable d'asseoir son autorité dans la région.

S'étant retrouvés l'unique autorité réelle sur le terrain, les salafistes ont rapidement manifesté leur intention de prendre le pouvoir : en décembre 1991, ils se sont emparés du siège local de l'ex-parti communiste, dans la ville de Namangan. Ils souhaitaient obliger Tachkent à proclamer l'établissement d'une République islamique ouzbèke. A partir de la vallée de Ferghana, *Adolat* essaya également d'étendre ses activités jusqu'à Tachkent. En février 1992, les salafistes, associés à l'opposition démocratique (les partis *Erk* et *Birlík*) et aux islamistes modérés (le Parti de la Renaissance Islamique d'Ouzbékistan), tentèrent de forcer Islam Karimov à négocier avec eux, tout en intensifiant leurs contacts à l'étranger. Les dirigeants islamistes, indiscutablement déjà gagnés aux idées djihadistes, planifiaient alors de prendre le pouvoir par la force<sup>20</sup>.

La situation locale et la montée de la tension en Ouzbékistan donnaient au régime Karimov de nombreuses inquiétudes. Le risque d'une guerre civile n'était pas un épouvantail agité par les gouvernements, mais une possibilité bien réelle. Tout comme les leaders du Moyen-Orient après la décolonisation, les dirigeants centre-asiatiques se sont retrouvés dans une situation où le pouvoir pouvait être conservé ou perdu par la violence. Dès lors, de leur point de vue, il devenait dangereux pour leur survie politique et personnelle de tolérer l'existence d'une opposition. En Ouzbékistan, cette situation a renforcé une tendance à l'autoritarisme qui s'était déjà manifestée à la fin des années 1980 avec l'opposition de Karimov à la perestroïka. Depuis lors, le gouvernement ouzbek s'est enfoncé dans la même erreur stratégique que les gouvernements du Moyen-Orient n'ont cessé de commettre tout au long de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. I. Karimov s'est livré à une répression féroce de l'opposition religieuse ou laïque, ce qui a permis aux extrémistes d'incarner la seule forme d'opposition existante. La situation dans la vallée de Ferghana échappant à son contrôle, Karimov a décidé d'agir avec vigueur afin de réaffirmer une mainmise totale sur l'intégralité du territoire de la république. En janvier 1992, la police armée, envoyée pour mettre fin à une grève estudiantine à Tachkent, a tiré à balles réelles sur la foule pour la disperser. Les manifestants visés protestaient contre l'instauration de tickets de rationnement, mais l'objectif du gouvernement était d'envoyer un message très clair : son autorité et la stabilité de l'État seraient restaurées, quel qu'en soit le prix. Comme le président ouzbek l'a dit, en juillet 1992, dans une déclaration restée célèbre : « Il est nécessaire de remettre dans le bon sens le cerveau de cent personnes pour préserver les vies de milliers d'autres »<sup>21</sup>.

---

<sup>20</sup> V. Naumkin, *Radical Islam in Central Asia. Between Pen and Rifle* [L'islam radical en Asie centrale. Entre la plume et le fusil], New York, Rowman and Littlefield, 2005, p. 70.

<sup>21</sup> Human Rights Watch, « "Straightening Out the Brains of One Hundred": Discriminatory Political Dismissals in Uzbekistan » ["Remettre dans le droit chemin les cerveaux d'une Centaine" : les renvois politiques discriminatoires en Ouzbékistan], *Helsinki Watch*, avril 1993.

En 1993, tous les groupes d'opposition avaient été balayés, et les djihadistes s'étaient réfugiés au Tadjikistan ou croupissaient en prison. Cela permit à l'Ouzbékistan d'offrir sur la scène internationale une apparence de stabilité. Mais dans les faits, la direction ouzbèke avait emprunté la même voie que les régimes moyen-orientaux avant elle : une stabilité à court terme obtenue par le biais d'une répression massive, au risque de provoquer la radicalisation de ses adversaires.

## ***La montée en puissance de la menace du MIO avant le 11 Septembre***

Un potentiel de radicalisation existait donc en Ouzbékistan dans les années 1990. Cependant, ce péril doit être mieux défini : s'agissait-il d'une menace islamo-nationaliste ou d'un danger « de type Al-Qaïda » ?

D'une certaine façon, la vision djihadiste qui a donné naissance au MIO semble de nature islamo-nationaliste. Les djihadistes, à l'instar de leur chef militaire, Juma Namangani, ne suivaient pas une ligne idéologique très claire : leur seul but était de se débarrasser de Karimov. Par ailleurs, certains attentats terroristes ont été attribués aux islamistes ouzbeks, et en particulier au MIO, dans la seconde moitié des années 1990. Il s'agissait d'une série d'assassinats commis en 1997 et d'une attaque terroriste à grande échelle à Tachkent le 16 février 1999<sup>22</sup>. Il convient de souligner que ces attaques, dont les auteurs n'ont jamais été clairement identifiés, ont d'abord pris pour cibles des représentants de l'État. De plus, il semble que certains leaders islamistes ont envisagé la possibilité d'entamer des négociations avec le gouvernement de Tachkent, afin de prendre part à un processus politique plus ouvert. Ioukdachev lui-même a affirmé que si ses partisans avaient lancé les hostilités contre le gouvernement ouzbek, c'était uniquement à cause du refus de Karimov de laisser un vrai débat politique s'instaurer dans le pays<sup>23</sup>.

En tout état de cause, il est vite apparu que le gouvernement refuserait tout compromis. Et le processus de paix entre le gouvernement du Tadjikistan voisin et son opposition, en 1997, n'a fait que renforcer l'autoritarisme du régime. Pour le gouvernement de Karimov, il s'agissait d'un dangereux précédent qui montrait que l'opposition pouvait obtenir gain de cause en employant la violence contre un État d'Asie centrale. Pis encore : en septembre 1996, un autre voisin, l'Afghanistan, a vu sa capitale tomber entre les mains des Taliban. Cette situation était perçue comme une menace pour les intérêts vitaux de l'Ouzbékistan. En 1997, l'armée ouzbèke a significativement renforcé son contrôle sur les frontières du pays, spécialement celles avec l'Afghanistan. Cette même année, Tachkent a lancé une guerre régionale contre les islamistes. Tout individu

---

<sup>22</sup> C. Poujol, *L'islam en Asie centrale. Vers une nouvelle donne*, Paris, Ellipses, 2001, p. 54-55.

<sup>23</sup> BBC, *Summary of World Broadcasts*, SU/3831 G/4, 4 mai 2000. Propos tirés d'une interview accordée à *Voice of the Islamic Republic of Iran*, Mashhad, 1 May 2000.

soupçonné d'aider les islamistes était considéré comme un ennemi d'État. L'Ouzbékistan a eu recours aux services du seigneur de la guerre tadjik Mahmoud Khoudoïberdiev contre le Tadjikistan, toujours considéré comme une source de problèmes<sup>24</sup>. Khoudoïberdiev a organisé des révoltes armées en février 1996, août 1997 et novembre 1998. De plus, Karimov a offert son soutien à la campagne anti-Taliban menée par l'Afghan d'origine ouzbèke Rachid Dostom<sup>25</sup>. Plus généralement, Tachkent a envoyé ses services de sécurité dans les pays alentour afin d'y combattre l'opposition islamiste ou même laïque, parfois sans avertir les autorités de ces pays<sup>26</sup>.

Pour l'opposition islamiste, qui avait fui le pays après 1992, l'exil n'offrait donc pas la sécurité. Un cercle vicieux avait été créé : ni le gouvernement ouzbek ni l'opposition ne pouvaient se sentir en sécurité aussi longtemps que l'adversaire ne serait pas totalement anéanti. Enfin, la répression faisait également rage à l'intérieur des frontières de l'Ouzbékistan, alimentant la montée de l'extrémisme. Après les assassinats de 1997, il est apparu clairement que la police harcelait les musulmans pratiquants sans réel souci de discernement. Tout comme au Moyen-Orient auparavant, la répression semblait efficace, du moins à court terme. À moyen terme, en revanche, elle ne faisait qu'encourager l'extrémisme parmi les individus qui avaient continué de suivre la voie du MIO.

Cette voie est progressivement devenue extrémiste, dépassant le combat islamo-nationaliste traditionnel. En exil, Iouldachev s'est mis à chercher des soutiens extérieurs pour poursuivre sa lutte. Il a noué et entretenu des liens avec des mouvements extrémistes, ainsi qu'avec les services de renseignements du Pakistan, de l'Arabie saoudite, de l'Iran, de la Turquie et des Émirats arabes unis<sup>27</sup>. Il a ainsi reçu des financements de la célèbre direction du renseignement inter-services (ISI) du Pakistan<sup>28</sup>. Iouldachev n'était pas le seul islamiste d'Asie centrale présent au Pakistan dans les années 1990. Plusieurs centaines d'entre eux se trouvaient dans les *madaris*<sup>29</sup> du Jamiat-i-Ulema (JIU), un groupe pakistanais très favorable aux Taliban. Ces militants centre-asiatiques étaient, pour la plupart, Tadjiks et Ouzbeks, mais on trouvait également parmi eux des Ouïghours, des Kazakhs et des Kirghizes. Pendant son séjour à Peshawar, de 1995 à 1998, Iouldachev est entré en contact avec des groupes islamistes

---

<sup>24</sup> L. Jonson, *Tajikistan in the New Central Asia. Geopolitics, Great Power Rivalry and Radical Islam* [Tadjikistan dans la nouvelle Asie centrale. Géopolitique, rivalité entre grandes puissances et islamisme radical], I.B. Tauris, 2006, p. 48.

<sup>25</sup> M. Fredholm, « Uzbekistan and the Threat from Islamic Extremism » [L'Ouzbékistan et la menace de l'extrémisme islamiste], Conflict Studies Research Centre, Defence Academy of the United Kingdom, K39, mars 2003, p. 2.

<sup>26</sup> A. Polat, « Central Asian Security Forces Against their Dissidents in Exile » [Les forces de sécurité de l'Asie centrale contre leurs dissidents en exil], in R. Z. Sagdeev and S. Eisenhower (sous la dir.), *Central Asia: Conflict, Resolution, Change* [L'Asie centrale: conflit, résolution, changement], Chevy Chase, Md., The Center for Political and Strategic Studies, the Eisenhower Institute, 1995.

<sup>27</sup> Voir, par exemple, P. Mann, « Islamic Movement of Uzbekistan: Will it Strike Back? » [Mouvement islamique d'Ouzbékistan: va-t-il encore frapper?], *Strategic Analysis*, vol. 26, n° 2, avril 2002, p. 236.

<sup>28</sup> V. Naumkin, *op. cit.* [20], p. 71.

<sup>29</sup> Pluriel du singulier madrassa.

afghans, mais aussi avec des Arabes afghans et, finalement, avec Oussama Ben Laden en personne<sup>30</sup>. L'influence étrangère a été d'autant plus importante que les djihadistes ouzbeks avaient besoin d'argent. Dans ce contexte, il est intéressant de noter que le JIU et l'ISI ont apporté une aide financière à louldachev<sup>31</sup>.

À la même période, un groupe est né autour de Juma Namangani, reflétant son approche transnationale. On y retrouvait des Ouzbeks et d'autres Centre-Asiatiques, mais aussi des moudjahidines arabes venus d'Afghanistan et de Tchétchénie. Même si les Ouzbeks formaient indéniablement la majorité du mouvement, le combat djihadiste dépassait le cadre de la lutte nationale. C'est pourquoi les leaders islamistes ont décidé de prendre part à une guerre destinée à déstabiliser le régime post-soviétique du Tadjikistan. Dans ce conflit, les islamistes ouzbeks ont adopté des positions dures, s'opposant à toute possibilité d'apaisement avec le gouvernement local. Ils se sont également opposés à l'approche nationaliste des Tadjiks, qui a incité ces derniers à soutenir à Ahmad Shah Massoud tandis que louldachev et Namangani, quant à eux, préféraient les Taliban. Ces divergences les ont poussés à créer leur propre structure, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, qui a vu le jour en 1996. L'organisation n'était pas exclusivement composée d'Ouzbeks<sup>32</sup>, ses membres considérant leur combat comme étant national mais aussi, dans une certaine mesure, régional. Cette dimension était si évidente que, en 2001, selon certains, le MIO aurait changé son nom en Parti islamique du Turkestan (PIT)<sup>33</sup>. La rumeur était tellement crédible que le chef religieux du mouvement, Zuhayr Ibn Abdur Raheem, a dû accorder une interview à Radio Free Europe pour démentir cette information<sup>34</sup>.

Le MIO allait rapidement montrer que sa stratégie et sa composition transnationales en faisaient une menace pour tous les États d'Asie centrale. À l'été 1999, il lança une vague d'attaques militaires. Ses militants ont attaqué le Kirghizistan à partir du Tadjikistan. Ils ont réussi à mettre en difficulté l'armée locale et à prendre des otages, en particulier des géologues japonais. D'après des sources occidentales, Tokyo aurait payé entre 2 et 6 millions de dollars pour obtenir leur libération<sup>35</sup>. Il semble que louldachev voulait se servir des Japonais pour forcer le gouvernement ouzbek à négocier un accord politique. Mais Namangani se serait opposé à cette approche, préférant livrer un combat à mort contre les autorités de Tachkent et obtenir une rançon pour ces otages<sup>36</sup>. La campagne de 1999 est apparemment venue conclure une période de lutte interne pour le

<sup>30</sup> A. Rashid, *Jihad* [Jihad], New Haven: Yale University Press, 2002, p. 140.

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> On retrouve dans ses rangs d'autres ressortissants d'Asie centrale ainsi que des Ouïghours.

<sup>33</sup> Voir par exemple R. Yakemtchouk, *Ouzbékistan, puissance émergente en Asie centrale*, Paris : L'Harmattan, 2003, p. 156.

<sup>34</sup> A. Rashid, *op. cit.* [30], p. 180-181.

<sup>35</sup> Sur ce sujet, voir, par exemple, M. Crosston, *Fostering Fundamentalism: Terrorism, Democracy, and American Engagement in Central Asia* [Encourager le fondamentalisme : terrorisme, démocratie et engagement américain en Asie centrale], Aldershot : Ashgate, 2006, p. 46.

<sup>36</sup> V. Naumkin, *op. cit.* [20], p. 92.

pouvoir au sein du MIO, Namangani en sortant vainqueur, en tant que principal organisateur de la branche militaire. C'est ce qui explique la stratégie adoptée cette année-là. Comme l'ont révélé des officiels kirghizes, le MIO aurait pu très facilement aller frapper l'Ouzbékistan<sup>37</sup>. Mais ses buts à long terme exigeaient une approche différente, afin d'obtenir une victoire totale sur le gouvernement ouzbek. Namangani savait que pour atteindre un tel objectif, il avait besoin d'argent afin de payer ses soldats et ses armes. C'est pourquoi l'un de ses buts principaux à long terme consistait à consolider ses sources de revenus financiers. Il s'agissait surtout du trafic de drogue qu'il avait commencé à mettre sur pied en 1997. Or vers 1999, les services de sécurité kirghizes reprirent le contrôle des routes du trafic de drogue traversant leur pays. Ce fut un coup très dur porté au Mouvement dans la mesure où, jusqu'alors, le MIO contrôlait jusqu'à 70 % du trafic passant par le Kirghizistan<sup>38</sup>.

Par ailleurs, Namangani s'était fixé deux objectifs sur le plan régional : premièrement, exercer une pression constante sur les gouvernements locaux, les inciter à commettre des erreurs et, par conséquent, à ne plus pouvoir travailler les uns avec les autres<sup>39</sup>. Deuxièmement, s'implanter dans la vallée de Ferghana et y organiser des cellules dormantes. Sa stratégie a fonctionné, ce qui transforma son mouvement en menace militaire pour tous les régimes d'Asie centrale. En août et septembre 2000, le MIO a frappé à nouveau dans le sud du Kirghizistan, et a réussi à s'approcher de Tachkent. Puis, en juillet 2001, il a attaqué les régions de Batken (au Kirghizistan) et de Surkhandarya (en Ouzbékistan)<sup>40</sup>. Cette dernière année a montré le degré d'organisation qu'avait atteint le mouvement, capable de lutter sur deux fronts. En effet, en 2001, le MIO a également pu envoyer 600 de ses hommes combattre l'Alliance du Nord<sup>41</sup> pour le compte des Taliban.

D'un point de vue idéologique, le MIO apparaît comme plus proche d'Al-Qaïda que des islamo-nationalistes tadjiks. En effet, des documents de première main montrent que le régime ouzbek n'est pas sa seule cible : les États-Unis, la Russie, les chrétiens en règle générale, ainsi que les Juifs, sont également présentés comme des ennemis à abattre<sup>42</sup>. Les combattants djihadistes se voient comme une avant-garde qui se distingue de la masse de la population, cette dernière étant assimilée à un troupeau de moutons<sup>43</sup>. Au sein de cette avant-garde, Namangani faisait l'objet d'un véritable culte de la personnalité équivalent à celui de Ben Laden dans certaines communautés islamistes.

---

<sup>37</sup> *Idem*, p. 91.

<sup>38</sup> S. Cornell et R. A. Spector, « Central Asia: More than Islamic Extremists » [L'Asie centrale: plus que des extrémistes islamistes], *Washington Quarterly*, hiver 2002, p. 197.

<sup>39</sup> A. Rashid, *op. cit.* [30], p. 154.

<sup>40</sup> L'Ouzbékistan a essayé de dissimuler cette dernière attaque, prétendant qu'il s'agissait en réalité d'exercices militaires.

<sup>41</sup> L'Alliance du Nord représentait l'union des forces anti-Taliban. Elle a été fondée en 1996.

<sup>42</sup> M. B. Olcott et B. Babajanov, « The Terrorist Notebooks », [Les cahiers terroristes] *Foreign Policy*, avril 2003, p. 37-38.

<sup>43</sup> V. Naumkin, *op. cit.* [20], p. 103.



Cet état de fait était renforcé par l'influence des Taliban et d'Al-Qaïda. L'expérience afghane rendit la structure du Mouvement encore plus internationale qu'auparavant. En effet, les Taliban ont placé des Ouïghours et des islamistes pakistanais sous le commandement du MIO. Cette décision était un moyen d'éviter que ces groupes ne deviennent un problème pour les relations diplomatiques avec Pékin ou Islamabad. Le spectre des ennemis du MIO s'est élargi encore lorsque ses militants ont commencé à combattre pour la suprématie des Taliban en Afghanistan et lorsque le Mouvement tenta de recruter des Ouzbeks afghans pour la cause du mollah Omar<sup>44</sup>. En outre, le MIO s'est retrouvé de plus en plus exposé au mode de pensée « Al-Qaïda », dans la mesure où Oussama Ben Laden ainsi que d'autres théoriciens du djihad global, comme Abou Moussab al-Souri, leur accordaient de plus en plus d'attention. Ce dernier, qui a enseigné dans leurs camps d'entraînement, jugeait le combat des islamistes d'Asie centrale comme essentiel pour le djihad global<sup>45</sup>.

Il semble donc que, avant le 11 Septembre, le MIO avait fait son choix. En dépit de sa rhétorique nationaliste, ses objectifs dépassaient déjà largement la victoire dans un seul pays.

## ***Le MIO après la chute des Taliban***

La campagne américaine contre l'Émirat afghan commença le 7 octobre 2001. Elle a porté au MIO un coup aussi terrible qu'aux Taliban : le Mouvement perdit son sanctuaire et ses camps militaires. Namangani, son chef militaire, a été tué au combat en novembre 2001. Conduits par Tahir louldachev, les djihadistes ouzbeks se sont enfuis vers la zone tribale pachtoune au Pakistan, où ils ont essayé de se réorganiser.

On aurait pu s'attendre à ce que louldachev pousse le Mouvement à prendre progressivement un virage islamo-nationaliste. Après tout, n'avait-il pas, en son temps, milité en faveur d'un accord politique avec le gouvernement ouzbek ? Que sa modération relative ait été feinte ou réelle, il apparaît en tout cas aujourd'hui qu'il s'est converti au djihad global. Dans de récents enregistrements largement diffusés dans la vallée de Ferghana, il affirme : « À une époque, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan a combattu le seul Karimov. Ce n'est plus le cas. Nous sommes en guerre contre tous les ennemis de l'islam dans le monde. [...] Le djihad est le seul moyen de traiter les juifs et les chrétiens, qui humilient l'islam »<sup>46</sup>. La rhétorique du MIO est donc désormais alignée sur la vision du monde d'Al-Qaïda. Comme louldachev l'a expliqué dans un discours prononcé en mars 2007, les champs de bataille les plus importants se trouvent à présent en

---

<sup>44</sup> L. Johnson, *Oil, Islam, and Conflict. Central Asia Since 1945*, [Pétrole, islam et conflit. L'Asie centrale depuis 1945], University of Chicago Press, 2007, p. 132.

<sup>45</sup> B. Lia, *Architect of Global Jihad*, [Architect du Jihad global], Columbia University Press, 2008, p. 262.

<sup>46</sup> Agence d'information Ferghana.ru, « Tahir Yuldash: US Fiasco is Nearing. Look us up in Washington » [Tahir Yuldash: la défaite des Etats-Unis est proche. Attendez-nous à Washington], 15 octobre 2007, <www.ferghana.ru>.

Irak et en Afghanistan. Le MIO a également emprunté les méthodes d'Al-Qaïda. Des documents découverts dans les années 1990 montrent qu'à l'époque, les militants du MIO apprenaient des méthodes de fuite ; les camps djihadistes de la vallée de Ferghana ne prônaient pas les actions kamikazes. A présent, louldachev envoie des Ouzbeks mener des attaques de ce type contre les troupes étrangères en Afghanistan, et considère clairement les Américains comme les principaux ennemis de son mouvement<sup>47</sup>.

Il y a cependant deux limites au réalignement du MIO. Premièrement, il continue de se concentrer sur le combat régional contre les régimes d'Asie centrale post-soviétique, en particulier les régimes kirghize, ouzbek et tadjik, comme l'a souligné l'allocution de louldachev prononcée à l'occasion du cinquième anniversaire du 11 Septembre. Même s'il a organisé des missions-suicide en Afghanistan, il n'a jamais souhaité consacrer l'essentiel de ses forces à ce pays. Deuxièmement, s'il rêve d'abattre « l'Ennemi Lointain », il souhaite toujours combattre les « Ennemis Proches » au niveau régional – ceux de la « Grande Asie centrale » –, en particulier au Pakistan. Le MIO a probablement opté pour une stratégie pragmatique : privilégier une campagne contre le Pakistan est moins dangereux que mener la lutte en Afghanistan. De plus, cela lui a permis de se doter d'un nouveau sanctuaire. Cependant, le MIO représente-t-il encore une véritable menace pour l'Ouzbékistan et les autres républiques d'Asie centrale ?

Dans son état actuel, seul, cela ne semble pas être le cas. En janvier 2006, louldachev lui-même a affirmé qu'il n'avait pas organisé la révolte d'Andijan en 2005, même s'il en a été soupçonné. Il a déclaré que les membres du MIO ne se cacheraient pas derrière des femmes et des enfants ; mais, plus fondamentalement, après la campagne américaine, il est difficile d'imaginer que le groupe de louldachev disposerait encore des moyens de planifier un événement d'une telle ampleur<sup>48</sup>. Ce serait pourtant une erreur de penser qu'il ne constitue plus une menace sécuritaire. Ce groupe reste fort, même s'il n'est plus l'organisation puissante qu'il avait été sous le commandement de Namangani.

En effet, le leader du MIO a perdu la confiance de bon nombre des fantassins de son mouvement. Nombreux sont les hommes ouzbeks, venus en Afghanistan avec femme et enfants, qui ont ressenti une réelle désillusion une fois sur place. Ils n'appréciaient pas l'attitude dictatoriale de louldachev. Certains ne comprenaient pas pourquoi le combat pour l'Ouzbékistan prenait autant de temps, ou pourquoi ils devaient combattre l'Alliance du Nord. Il semble que la mort de Namangani et la victorieuse campagne américaine contre les Taliban à la fin de l'année 2001 ont fait éclater au grand jour la frustration d'une partie significative du groupe. Après 2001, au moins 600 hommes et leurs familles ont quitté le mouvement, et se sont réfugiés en Afghanistan, au Pakistan (à Peshawar),

---

<sup>47</sup> A. Sidikov, « Pakistan Blames IMU Militants for Afghan Border Unrest » [Pakistan accuse les militants du MIO des tensions à la frontière afghane], *RFE/RL*, 2 juillet 2008.

<sup>48</sup> Agence d'informations Ferghana.ru, *op. cit.* [46].

en Iran et en Turquie. Il n'en reste pas moins que louldachev dispose encore de plusieurs centaines de soldats, et que le MIO continue d'accueillir des volontaires d'Asie centrale. Le groupe continue de recevoir régulièrement des cargaisons de drogue et est toujours capable d'acquérir des armes et des munitions, principalement de fabrication russe<sup>49</sup>. Le mouvement est donc loin d'avoir été détruit, mais ne paraît plus aussi puissant qu'il l'était sous Namangani.

En outre, si leur refuge actuel est bien moins sûr que l'« Émirat » afghan du mollah Omar, il n'en reste pas moins un abri où le MIO est suffisamment fort pour se défendre en cas d'attaque extérieure. Au sud-Waziristan, depuis la fin de l'année 2003, ses militants ont dû se joindre au combat contre l'armée pakistanaise, et sont perçus par Islamabad comme une vraie menace<sup>50</sup>. Ils sont également entrés en conflit avec des tribus locales et les Taliban en mars-avril 2007. Le désaccord était dû à des tensions internes entre les néo-Taliban. Par ailleurs, les djihadistes ouzbeks se montraient inflexibles dans leur attitude anti-pakistanaise. Par exemple, ils n'ont pas hésité à s'en prendre aux patriarches locaux désireux d'établir de meilleures relations avec le gouvernement. C'est indéniablement à cause de la campagne plus que zélée qu'ils conduisirent contre le gouvernement pakistanais au nom du combat d'Al-Qaïda contre Islamabad (combat que leurs alliés néo-Taliban ne partageaient pas toujours) qu'ils se sont retrouvés en difficulté. Pour certains, le MIO aurait perdu entre 100 et 200 hommes dans ces affrontements<sup>51</sup>, mais ces chiffres semblent excessifs. Des sources indépendantes parlent d'environ 50 morts, Pakistanais et Ouzbeks confondus<sup>52</sup>. Il n'en reste pas moins que ces derniers ont subi une défaite, mais celle-ci leur a été infligée par un ancien allié – qui avait combattu la Coalition en Afghanistan en tant que néo-Taliban – et non pas par l'armée pakistanaise. Maulvi Nazeer, leader local de Wana, a accepté de collaborer avec le gouvernement uniquement sur cette question précise. Il a certes fait comprendre aux tribus voisines qu'elles ne devaient pas permettre aux Ouzbeks de conduire sur leurs territoires des opérations de représailles. Mais il fit également clairement savoir qu'il ne les poursuivrait pas une fois qu'ils auraient quitté les frontières de Wana, et il n'essaya jamais de les anéantir sur le champ de bataille. Les djihadistes ouzbeks ont pu quitter la localité relativement indemnes, grâce à l'intervention des leaders des Taliban afghans. Même si l'accord de paix accepté par les Ouzbeks leur demandait de s'installer en Afghanistan, en territoire néo-Taliban, il était clair que nul ne les y

---

<sup>49</sup> I. Mirsaitov et A. Saipov, « Ex-gunmen of the Islamic Movement of Uzbekistan Claim their Organisation is No More » [Les anciens bandits du Mouvement islamiste d'Ouzbékistan affirment que leur organisation n'existe plus], 16 avril 2006, <Ferghana.ru>.

<sup>50</sup> A. Sidikov, *op. cit.* [47].

<sup>51</sup> Ce sont les chiffres qu'on retrouve dans les principaux grands médias anglophones. Voir par exemple G. Witte et K. Khan, « Pakistan Officials Applaud Fighting in Tribal Region » [Les autorités pakistanaises soutiennent les combats dans la région tribale], *Washington Post*, 23 mars 2007, p. A13 ; ou D. Montero, « Pakistan's Embattled President Touts Gain in War on Terrorism », [Le président pakistanais assiégé vante les progrès dans la guerre contre le terrorisme], *Christian Science Monitor*, 23 mars 2008, <www.csmonitor.com>.

<sup>52</sup> Voir R. Yusufzai, « Eviction or Safe Passage ? » [Expulsion ou sauf-conduit], *Newsline*, mai 2007, <www.newsline.com.pk>.

obligerait. Ils se sont déplacés vers d'autres zones, dans le nord et le sud du Waziristan<sup>53</sup>. En tant qu'alliés du leader Taliban pakistanais Baitullah Meshud, ils ne pouvaient pas abandonner leur lutte contre le régime pakistanais. En 2008, ils représentent toujours une partie importante des combattants qui affrontent l'armée pakistanaise<sup>54</sup>.

---

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> G. Steinberg, « A Turkish Al-Qaeda: The Islamic Jihad Union and the Internationalization of Uzbek Jihadism » [Al-Qaeda turc : l'Union islamiste du djihad et l'internationalisation du djihadisme ouzbek], *Strategic Insight*, Center for Contemporary Conflict, juillet 2008, p. 7, <[www.ccc.nps.navy.mil](http://www.ccc.nps.navy.mil)>.

## Après la chute de l'Émirat afghan : un djihad ouzbek sans leader

---

Comme on a pu le constater, si le MIO représente toujours une menace, il n'est plus le danger imminent qu'il a été par le passé. Une analyse centrée sur une vision des groupes terroristes datant d'avant le 11 Septembre pourrait inciter à ne pas qualifier le MIO d'« Al-Qaïda en Asie centrale ». Mais, comme Al-Qaïda, le MIO ne doit pas être perçu seulement comme une organisation pyramidale : ses partisans, même s'ils ne suivent plus louldachev, peuvent continuer de prendre part au djihad contre Islam Karimov. Il peut toujours y avoir des connections entre, d'une part, des groupes basés au Waziristan ou ailleurs dans la zone pachtoune au Pakistan et, d'autre part, des cellules dormantes locales mises en place par Namangani à la fin des années 1990.

Enfin, d'autres groupes, sans être pour autant nécessairement liés aux moudjahidines du MIO, peuvent être inspirés par leurs méthodes et leur idéologie. Ainsi, le MIO « central » est lié aux anciens soldats du MIO et à d'autres djihadistes ouzbeks et originaires d'autres pays d'Asie centrale ou de « Grande Asie centrale ». Tous ces hommes partagent leurs idées dans le cadre d'un « réseau MIO » plus large visant à combattre le régime ouzbek, mais aussi d'autres régimes d'Asie centrale et, de plus en plus, les régimes de toute la zone de la « Grande Asie centrale ».

### **Scission interne et naissance d'une nouvelle Al-Qaïda centre-asiatique**

louldachev n'a pas su sauvegarder l'unité des djihadistes ouzbeks. En 2002, certains d'entre eux ont quitté le MIO et ont établi l'Union du Dhijad Islamique (UDI), également appelée Groupe du Djihad Islamique<sup>55</sup>. Faut-il parler, dès lors, de l'apparition d'une nouvelle menace islamiste en Asie centrale ? Certains analystes doutent de l'existence de l'UDI : ce ne serait pas la première fois que les services secrets centre-asiatiques auraient inventé une fausse menace<sup>56</sup>. Mais ici, il semblerait que la menace soit réelle, y compris au-delà du territoire centre-asiatique.

---

<sup>55</sup> *Idem*, p. 3.

<sup>56</sup> C. Murray, « The Mysterious Islamic Jihad Union » [L'Union mystérieuse du djihad islamique], 8 septembre 2007, <[www.craigmurray.co.uk](http://www.craigmurray.co.uk)>. Voir également C. Murray, *Murder in Samarkand* [Meurtre à Samarkand], Londres: Mainstream Publishing, 2006.

Ce groupe est basé dans le Nord Waziristan (Pakistan) et il y possède des camps d'entraînement qui ne sont pas officiellement contrôlés par le MIO<sup>57</sup>. Pour pouvoir s'y installer, ses militants se sont alliés avec le groupe néo-taliban le plus important de la zone, le réseau Haqqani. Il faut garder à l'esprit que ce groupe est celui-là même qui s'était opposé avec force aux attaques contre Tahir Ioudachev à Wana<sup>58</sup>. Ces djihadistes afghans sont également très proches d'Al-Qaïda et ont adopté ses méthodes de combat, à savoir des attaques-suicide et l'emploi d'engins explosifs improvisés. Le MIO et l'UDI sont eux aussi des alliés proches du groupe de Ben Laden. Ioudachev est un adepte idéologique de la ligne d'Al-Qaïda, au moins partiellement. De même, il existe des preuves de la proximité entre l'UDI et Al-Qaïda. Par exemple, pour la réalisation de ses vidéos de propagande, comme celle dans laquelle on voit Cüneit Cifti, Turc né en Allemagne, effectuant pour l'UDI un attentat-suicide à Khost (Afghanistan), le groupe a travaillé avec *As-Sahab*, une boîte de production appartenant à Al-Qaïda<sup>59</sup>.

Plus généralement, Al-Qaïda s'intéresse depuis longtemps aux djihadistes d'Asie centrale. Certains experts vont jusqu'à affirmer que, depuis 2006, le groupe terroriste recruterait de jeunes garçons d'Asie centrale afin de remplacer ses morts<sup>60</sup>. L'idée qu'Al-Qaïda puisse recruter des éléments en Asie centrale par le biais du MIO et de l'IDU, y compris de jeunes adolescents, peut sembler crédible. En effet, des étrangers originaires d'Asie centrale ou d'ailleurs viennent déjà combattre en Afghanistan pour Al-Qaïda, et il est prouvé, notamment par des vidéos de propagande, que l'IDU entraîne et envoie au combat des enfants de 11 ans<sup>61</sup>. Un tel recrutement peut être un facteur de renforcement des liens entre les djihadistes ouzbeks et leurs alliés néo-Taliban et d'Al-Qaïda. Plus largement, même s'il existe une séparation fondée sur le type de leadership sous lequel doivent être placés les djihadistes ouzbeks, on n'a jusqu'à présent constaté aucun signe d'animosité entre les deux groupes. Ils partagent les mêmes alliés et, apparemment, les mêmes ennemis : les États-Unis, la Coalition en Afghanistan, le gouvernement Karzaï ainsi que tous les régimes en Grande Asie centrale.

L'Union a également revendiqué plusieurs opérations dont le style était emprunté à Al-Qaïda : l'emploi d'attentats-suicide, un goût prononcé pour les attaques spectaculaires permettant de faire connaître le groupe et susceptibles d'attirer de nouvelles recrues, l'importance accordée à la

---

<sup>57</sup> R. Sandee, « The Islamic Jihad Union » [L'Union du djihad islamique], the NEFA Foundation, 14 octobre 2008, <[www.nefafoundation.org](http://www.nefafoundation.org)>.

<sup>58</sup> I. Ali, « The Haqqani Network and Cross-Border Terrorism in Afghanistan » [Le réseau Haqqani et le terrorisme transfrontalier en Afghanistan], *Terrorism Monitor*, vol. 6, n° 6, 24 mars 2008, Jamestown Foundation.

<sup>59</sup> B. de Cordier, « The Islamic Movement of Uzbekistan and the Islamic Jihad Union: A Jihadi Nebulous in Central Asia and the EU » [Le mouvement islamique d'Ouzbékistan et l'Union du djihad islamique : la nébuleuse djihadiste en Asie centrale et l'UE], <[www.caucas.com](http://www.caucas.com)>, 02 juillet 2008.

<sup>60</sup> CBS News, « Al Qaeda Expanding Recruitment of Children » [Al-Qaïda recrute de plus en plus souvent des enfants], 4 juillet 2008, <<http://cbs4.com>>.

<sup>61</sup> R. Sandee, *op. cit.* [57], p. 12.

propagande (directement inspirée par les manières de Ben Laden) et une vision régionale, voire internationale, du djihad.

Ainsi, le groupe a revendiqué les premiers attentats-suicide en Asie centrale (mars-avril 2004), de même que les premières attaques prenant directement pour cibles les symboles de l'« Ennemi Lointain » d'Al-Qaïda, c'est-à-dire l'Occident, en particulier les États-Unis et Israël (juillet 2004). D'après plusieurs rapports et certains individus comme l'ancien chef du service de renseignement chargé du MIO Chourat Mossirakhounov, des militants armés de l'UDI auraient été mêlés aux événements d'Andijan en mai 2005<sup>62</sup>. En novembre 2006, une cellule pakistanaise de l'UDI a été empêchée d'exécuter son projet d'attaque à la roquette contre des bâtiments gouvernementaux situés à Islamabad – une action destinée à punir le Pakistan pour son soutien aux États-Unis. De surcroît, le groupe a lancé en septembre 2007 une importante campagne de relations publiques, spécialement sur les sites internet djihadistes turcs. Si sa direction est ouzbèke, l'organisation est aujourd'hui indiscutablement internationale, d'une manière estampillée « Al-Qaïda ». Cela a été confirmé par l'arrestation de trois de ses membres en septembre 2007 à Sauerland, en Allemagne. Ils travaillaient avec un nombre indéterminé d'autres membres de l'UDI afin d'organiser une série d'attaques lors du débat au Bundestag sur la présence de soldats allemands en Afghanistan. Les détails du complot sont aussi stupéfiants qu'effrayants : les trois suspects arrêtés n'étaient pas Ouzbeks mais des Allemands convertis ou des Turcs nés en Allemagne. Ils avaient reçu une formation de l'UDI dans la ceinture pachoune avant d'être renvoyés en Allemagne en tant qu'agents opérationnels. Ils avaient réussi à obtenir près de 730 kilos de peroxyde d'hydrogène à 35 %, ainsi que les détonateurs nécessaires à la réalisation d'explosions spectaculaires<sup>63</sup>.

L'UDI a revendiqué ce projet et a prévenu que des plans similaires étaient en cours de réalisation ailleurs. Même si rien n'amène à penser que d'autres cellules de l'UDI soient implantées ailleurs en Europe, une chose est sûre : cette organisation entraîne désormais des citoyens d'Asie centrale, des Pakistanais, des Afghans et des Européens (en particulier des Turcs issus de l'immigration et des Allemands convertis) afin d'organiser des attaques-suicide en Afghanistan. Il faut donc traiter très sérieusement l'idée selon laquelle l'UDI représente un danger de nature djihadiste pour la Grande Asie centrale mais aussi pour l'Europe. Le groupe ouzbek semble avoir renforcé l'aspect « Al-Qaïda » du MIO de l'avant-11 Septembre, en persévérant dans la voie choisie par Namangani plutôt que dans celle chère à louldachev. Sa stratégie passe par le maintien de certains liens en Asie centrale, des relations neutres avec le MIO historique et de bons rapports avec le réseau d'Al-Qaïda et des néo-Taliban.

---

<sup>62</sup> I. Mirsaitov, A. Saipov, *op. cit.* [49].

<sup>63</sup> Y. Musharbash et M. Gebauer, « Islamic Jihad Union Threatens Attacks Outside Germany » [L'Union du djihad islamique menace d'attaquer en dehors de l'Allemagne], *Der Spiegel*, 9 décembre 2007.

Si l'UDI paraît garder les mêmes alliés et la même vision que le MIO, pourquoi la scission a-t-elle eu lieu ? Nous ne partageons pas l'idée selon laquelle l'explication réside dans le fait que le MIO se serait toujours donné des objectifs uniquement islamo-nationalistes<sup>64</sup>. Le Mouvement possédait déjà une idéologie « de type Al-Qaïda » durant la seconde moitié des années 1990, et cette idéologie n'a pas disparu. Il est possible de mettre en évidence deux explications principales à la scission :

– Une explication structurelle, liée au leadership et au financement du MIO. Au sein d'Al-Qaïda, comme dans toute organisation clandestine, la question financière a toujours été d'une importance cruciale, susceptible d'alimenter les tensions entre les membres du groupe<sup>65</sup>. C'est Namangani qui pouvait obtenir des revenus suffisants pour le MIO par le biais du trafic de drogue. Après sa mort et la perte du sanctuaire afghan, le MIO a été désorganisé en tant que groupe criminel et a perdu une part importante de ses revenus. Cette perte ne pouvait qu'affaiblir sa direction. Tahir Iouldachev n'était que le commandant en chef adjoint *de facto* à la fin des années 1990, moins charismatique que Namangani et, par conséquent, moins influent auprès des militants. Iouldachev a indéniablement déçu bon nombre de ses partisans. Dans une telle situation, ce n'était qu'une question de temps avant que ne survienne une scission ou un « putsch » interne.

– Cependant, ces changements ne peuvent s'expliquer uniquement par des causes structurelles. Le meilleur moyen d'attirer des soldats dans une nouvelle organisation consiste à démontrer que la scission est, en fait, de nature idéologique. C'était partiellement le cas ici : pour faire bref, la différence se trouvait moins dans les options idéologiques (les deux groupes partageaient une approche « de type Al-Qaïda ») que dans le degré de radicalité et de refus du compromis dans l'application de cette approche. Il est certain que le MIO comme l'UDI sont tous deux internationalistes et djihadistes. Ce qui les distingue, c'est que le MIO continue de se concentrer sur la « Grande Asie centrale » et, en particulier, sur les trois pays de la vallée de Ferghana. De plus, tout en supportant les Taliban, le MIO préférerait combattre Islamabad plutôt que Kaboul. Pour saisir ce qui distingue le MIO de l'UDI, on peut établir une comparaison avec d'autres groupes djihadistes contemporains actifs ailleurs dans le monde. Le MIO ressemble beaucoup à Al-Qaïda au Maghreb islamique : il suit de plus en plus les indications d'Al-Qaïda et a perdu son combat national / régional, mais conserve des objectifs relativement locaux, se concentrant exclusivement sur les questions régionales, ce qui fait qu'il ne représente qu'en partie une menace « de type Al-Qaïda »<sup>66</sup>.

De son côté, l'UDI, tout comme Al-Qaïda, se donne des objectifs beaucoup plus larges, et a démontré son internationalisme par ses actions.

---

<sup>64</sup> C'est l'une des idées principales de l'article de Guido Steinberg.

<sup>65</sup> F. Gerges, *The Far Enemy* [L'Ennemi Lointain], Columbia University Press, 2005, p. 124.

<sup>66</sup> M. Guidère, *Al Qaïda à la conquête du Maghreb*, Monaco, éditions du Rocher, 2007, p. 131.



L'UDI souhaite être bien plus que simplement « Al-Qaïda en Asie centrale » : il semble qu'elle aspire à devenir l'« Al-Qaïda de la Grande Asie centrale », basée régionalement sur la Route de la Soie, de même que l'Al-Qaïda originelle était initialement liée au monde arabe, tout en ayant une vision internationaliste. Les deux Al-Qaïda ont les mêmes ennemis : l'Occident en général et les États-Unis en particulier, plus les régimes locaux dans le monde musulman. Leurs ambitions dépassent celles du MIO : elles sont prêtes à frapper partout sur la planète, transformant la question sécuritaire de l'Asie centrale en une question internationale.

### ***Le djihad sans leader dans la vallée de Ferghana***

Mais le MIO et l'UDI sont des menaces physiquement éloignées de leur zone de djihad originelle. Leurs possibilités d'action directe en Asie centrale post-soviétique sont donc limitées en comparaison avec ce qui pouvait être fait à la fin des années 1990. Mais, encore une fois, la menace « de type Al-Qaïda » ne provient pas seulement de ces structures pyramidales qu'étaient les groupes terroristes avant l'organisation de Ben Laden. C'est également une question de réseaux : des cellules et des petits groupes, plus ou moins indépendants, partageant la même idéologie mais n'étant pas soumis à une hiérarchie très marquée. C'est cette organisation qui a permis la survie d'Al-Qaïda en dépit des coups violents que lui ont portés les États-Unis et leurs alliés après le 11 Septembre.

C'est ce qui permet de penser que c'est grâce à ce type d'organisation que le djihadisme ouzbek est toujours vivant dans la vallée de Ferghana. Tout d'abord, il semble que l'UDI elle-même soit moins un groupe organisé de façon traditionnelle qu'un réseau de petits groupes qui collaborent entre eux<sup>67</sup>. Plus généralement, les cellules locales implantées par Namangani à la fin des années 1990 n'ont pas disparu avec la chute des Taliban. Il est très probable qu'elles soient devenues autonomes et qu'elles aient employé tous les moyens à leur disposition pour poursuivre leur combat. En tous les cas, les militants semblent avoir su se réorganiser rapidement après la perte du sanctuaire afghan. Ils ont d'abord frappé au Kirghizistan, qui reste le « ventre mou » de l'Asie centrale en matière de sécurité. Ils ont été accusés par Boris Poletkov, directeur adjoint du Service kirghize de sécurité nationale, d'être derrière une explosion qui s'est produite sur le plus grand marché de vêtements de Bichkek en décembre 2002. Ils sont également accusés d'avoir planifié l'assassinat de 19 Chinois en mars 2003 ainsi que deux explosions survenues à Osh en mai 2003.

---

<sup>67</sup> C. Moore, « Uzbek Terror Networks: Germany, Jamoat and the IJU » [Les réseaux terroristes ouzbeks : l'Allemagne, Jamoat et IDU] , *Terrorism Monitor*, vol. 5, Issue 21, 8 novembre 2007.

Pour ces premières attaques, ils auraient reçu l'aide du Mouvement islamique du Turkestan oriental (MITO)<sup>68</sup>.

Certaines attaques ont démontré l'impact qu'a eu la guerre contre le terrorisme, faisant des États-Unis l'« Ennemi Lointain » prioritaire. En novembre 2003, les Kirghizes ont arrêté trois djihadistes qui avaient l'intention de placer une bombe dans la base aérienne de Ganci (à l'aéroport de Manas), que l'armée américaine utilise dans le cadre de sa guerre en Afghanistan. L'attentat-suicide – signature d'Al-Qaïda par excellence – fut également employé dans une série d'attaques qui a duré cinq jours, à partir de mars 2004. Dans cette action, les assaillants ont pris soin d'éviter de faire des victimes civiles : ils s'en sont exclusivement pris à la police. Il est clair que cette précaution visait à gagner l'opinion publique. En juillet 2004, les ambassades américaine et israélienne furent à leur tour les cibles d'attaques-suicide. L'UDI a revendiqué ces opérations<sup>69</sup> mais elles ont sans doute été organisées par des cellules autonomisées ou par des habitants locaux radicalisés. Le plus sage est donc d'attribuer ces opérations à des Ouzbeks locaux radicalisés ayant reçu un soutien tactique de l'UDI ou d'un autre acteur extérieur<sup>70</sup>. Bref, les liens entre la base des djihadistes ouzbeks située au Waziristan et la vallée de Ferghana existent toujours, ou alors les cellules locales sont encore plus radicales que ce à quoi l'on pouvait s'attendre.

Ce djihad plus ou moins dénué de leader n'est pas circonscrit à l'Ouzbékistan. En 2006, des opérations djihadistes ont eu lieu au Tadjikistan, en Ouzbékistan et au Kirghizistan. En particulier, en mai 2006, une attaque s'est produite à la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan. Ces actions seraient dues à des partisans locaux du MIO ou à d'ex-combattants du MIO. Selon des officiels tadjiks et kirghizes, elles sont le résultat de la répression impitoyable qui frappe l'opposition religieuse en Ouzbékistan<sup>71</sup>.

Il est vrai que même si la vallée de Ferghana est divisée entre trois États, il s'agit en réalité d'une seule « unité culturelle ». Ainsi, les quelques rares militants djihadistes liés à l'UDI (ou membres d'une cellule locale indépendante) supposés actifs pendant la crise d'Andijan n'ont pas été anéantis par la répression : ils ont seulement déplacé leurs activités dans les parties kirghize et tadjike de la vallée de Ferghana<sup>72</sup>. Cela signifie que les questions sécuritaires ouzbèkes ont un impact direct sur la stabilité des autres États de la région. Cette tendance va certainement se poursuivre

---

<sup>68</sup> R. Weitz, « Storm Clouds over Central Asia: Revival of the Islamic Movement of Uzbekistan (IMU)? » [Une tempête se prépare en Asie centrale : la renaissance du mouvement islamique d'Ouzbékistan], *Studies in Conflict & Terrorism*, n° 27, 2004, p. 512.

<sup>69</sup> Press Room, U.S. Department of the Treasury, « Treasury Designates Leadership of the IJU Terrorist Group » [Le ministère de l'Économie et des Finances identifie le leadership du groupe terroriste IDU], 18 juin 2008, <www.ustreas.gov>.

<sup>70</sup> I. Rotar, « Terrorism in Uzbekistan: A Self-Made Crisis » [Terrorisme en Ouzbékistan : une crise auto-génératrice], *Terrorism Monitor*, vol. 2, n° 8, 23 avril 2004.

<sup>71</sup> I. Rotar, « Ferghana Valley: Return of the Jihad » [La vallée de Ferghana : le retour du djihad], 28 août 2007, <Eurasianet.org>.

<sup>72</sup> *Idem*, [interview d'Alexandre Knyazev, chercheur en sciences politiques à l'Université d'études slaves de Bichkek].

puisqu'il est tout à fait impossible de voir Tachkent changer d'orientation dans ce domaine. En effet, loin d'une attitude qui consisterait à cibler avec précision des suspects identifiés grâce à un travail préalable de renseignement, les autorités ouzbèkes préfèrent arrêter et interroger de nombreux individus dont le seul tort est d'être religieux au sens large du terme<sup>73</sup>. Toutefois, il serait simpliste d'attribuer toute la responsabilité de la situation à un seul acteur : la présence des militants ouzbeks est également évoquée par les leaders des trois pays concernés pour justifier le renforcement du contrôle politique qu'ils exercent sur leurs pays respectifs. Par exemple, tout récemment, le Kirghizistan a adopté une loi sur la liberté de religion. La loi de 1991 – la plus progressiste dans cette région où le contrôle est la norme – était perçue comme « trop libérale et datée »<sup>74</sup>. Or l'attitude répressive des autorités publiques, qu'illustrent de telles décisions, ne fait qu'alimenter la menace islamiste dans la zone<sup>75</sup>. La nouvelle loi permettra à l'État de suivre de plus près les activités des groupes religieux – allusion voilée au fait qu'elle pourrait être employée contre des groupes comme le HT ou le TJ (que nous avons mentionnés dans l'introduction), qui ne représentent pas un véritable péril sécuritaire. Une telle logique, qui est appliquée partout en Asie centrale, aura des effets pervers sérieux : en effet, l'emprisonnement d'individus religieux et peut-être, parfois extrémistes idéologiquement, peut conduire à les radicaliser encore davantage.

Quand on étudie les déclarations des dirigeants de Tachkent et des autres pays de la région, on est frappé par l'impression que les gouvernements ignorent la nature exacte de la menace à laquelle ils ont affaire. Tout comme dans les années 1990, les dirigeants ouzbeks continuent de considérer tous ces groupes, violents et non-violents réunis, comme une menace unique. Ainsi, lors d'une apparition à la télévision en septembre 2004, Islam Karimov a dit à propos du TJ : « Si nous ne combattons pas le terrorisme, nous nous retrouverons avec de plus en plus d'organisations de ce type sur les bras »<sup>76</sup>. Il y a clairement confusion entre, d'une part, des groupes qui ont réellement commis des actes violents depuis l'accession de l'Ouzbékistan à l'indépendance et, d'autre part, des groupes comme le *Tabligh* qui peuvent se montrer fondamentalistes ou radicaux dans leur approche de la religion mais qui n'ont jamais recours à la violence. De plus, en 2007 encore, il était fréquent que les officiels gouvernementaux de la vallée de Ferghana attribuent les

---

<sup>73</sup> Agence d'informations Ferghana.ru, « Uzbekistan: Night Spent in a Mosque May Cost the Faithful Summons to the National Security Service » [Ouzbékistan: une nuit dans la mosquée pourrait signifier pour les croyants une convocation au Service national de sécurité], 22 octobre 2007, <www.ferghana.ru>.

<sup>74</sup> Interfax, « Kyrgyzstan Adopts New Law on Freedom of Worship » [Le Kirghizistan adopte une nouvelle loi sur la liberté de croyance], 6 novembre 2008, <www.interfax.com>.

<sup>75</sup> G. Saidazimova, « Central Asia: Is Islamic Movement of Uzbekistan Really Back ? » [Asie centrale: le mouvement islamique d'Ouzbékistan, est-il vraiment de retour ?], RFE/RL, 2 février 2006.

<sup>76</sup> G. Saidazimova, « Uzbekistan: Tabligh Jamaat Group Added To Uzbek Government Blacklist » [L'Ouzbékistan : le groupe Tabligh Jamaat est rajouté sur la liste noire du gouvernement ouzbek], RFE/RL, 20 décembre 2004.

actes de violence y survenant au MIO<sup>77</sup>, ce qui montre qu'ils ne comprennent pas la mutation que ce mouvement a connue depuis 2001. Cette confusion peut, en partie, expliquer les mauvais choix politiques faits par les décideurs locaux. Ceux-ci ne comprennent pas, de la même manière, que la politique locale est une partie du problème. Ainsi, pour Islam Karimov, la meilleure explication aux événements d'Andijan est le complot : « Je suis convaincu que ce qui s'est produit à Andijan n'aurait pas été possible sans une préparation importante et sans l'expérience que les militants armés ont glanée en Afghanistan et dans d'autres points chauds »<sup>78</sup>. Plus intéressant : il n'y a eu aucune déclaration de la part des officiels centre-asiatiques au sujet de l'UDI. Ainsi, après la découverte d'une cellule de l'UDI en Allemagne, les services de sécurité ouzbeks n'ont pas fait de commentaire, aussi bien sur l'UDI que sur l'événement en tant que tel. La réponse officielle du service de presse du Service national de sécurité (SNB) a consisté à refuser de répondre aux journalistes n'étant pas accrédités en Ouzbékistan<sup>79</sup>. Ce silence est pour le moins surprenant. En effet, la communauté du renseignement centre-asiatique est connue pour avoir, par le passé, inventé ou exagéré l'importance des groupes islamistes afin d'obtenir le soutien d'autres États<sup>80</sup>. De telles généralisations à propos de divers groupes religieux et du MIO, conjuguées au silence des autorités ouzbèkes sur l'UDI, donnent l'impression que les États centre-asiatiques peinent à identifier la nature des menaces sécuritaires qu'ils doivent affronter. Cela explique mieux leur tendance à s'en prendre à tous les suspects correspondant à un profil « islamique » extrêmement flou. Cette politique n'est donc pas nécessairement cynique, même si elle présente sans doute certains avantages politiques. Elle provient aussi d'un manque de compréhension, et peut-être d'un manque d'information, de la part des gouvernements eux-mêmes. C'est pourquoi, dans ce domaine, les appels occidentaux à respecter les droits de l'homme seront complètement inefficaces aussi longtemps qu'ils ne seront pas accompagnés d'une véritable aide en matière de renseignement et de sécurité face aux menaces djihadistes.

En attendant, la politique répressive que conduisent les dirigeants de la région est porteuse de nombreux dangers pour l'avenir, à cause de la faiblesse des États concernés. La structure du pouvoir ne possédant pas d'ordre de succession clair, les djihadistes pourraient déstabiliser l'Asie centrale plus facilement qu'on ne le pense. On a eu une illustration éclairante de ce fait avec les événements d'Andijan. Ces derniers semblent en effet avoir été rendus possibles à la faveur de la lutte de pouvoir opposant Zakir Almatov, le tout-puissant ministre de l'Intérieur qui apparaissait, en 2005, comme le plus probable successeur d'Islam Karimov<sup>81</sup>, à Roustam Inoyatov, du Service national de sécurité (NSS). Le

---

<sup>77</sup> I. Rotar, *op. cit.* [62].

<sup>78</sup> Islam Karimov s'adressant à des journalistes à Tachkent, 17 mai 2005.

<sup>79</sup> Uznews, « Uzbek Security Services Silent about Islamic Jihad » [Les services de sécurité ouzbeks gardent le silence au sujet du djihad islamique], 14 septembre 2007, <[www.uznews.net](http://www.uznews.net)>.

<sup>80</sup> I. Mirsaitov, A. Saipov, *op. cit.*, [49].

<sup>81</sup> A une époque où les rumeurs disaient Islam Karimov malade.

NSS aurait laissé les tensions croître dans Andijan, laissant Almatov gérer seul une situation sécuritaire explosive, afin de lui faire perdre l'influence qu'il exerçait auprès du président. Une telle disgrâce signifiait sa marginalisation politique<sup>82</sup>. Mais cela aurait pu avoir une portée bien plus grande si la région d'Andijan s'était entièrement rebellée contre le centre – une possibilité à ne pas exclure étant donné l'histoire de cette zone. Un djihad sans leader dans cette région semble de fait s'alimenter de la faiblesse des structures de pouvoir des États locaux, qui sont donc plus faibles qu'on ne le pense.

Enfin, le djihad sans leader en vigueur en Ouzbékistan pourrait facilement, dans un futur proche, trouver davantage d'alliés locaux sur le terrain. Premièrement, il peut compter sur la radicalisation d'une partie des islamistes plus « modérés », comme par exemple des membres déçus du HT, désireux de combattre la répression qui, dans la région, frappe indistinctement tous les types d'islamisme. Le HT a toujours refusé de recourir à la violence contre les régimes locaux. Il n'empêche que certaines cellules locales ne partagent pas entièrement cette approche<sup>83</sup>. Le contexte – les États de la région étant incapables de combattre le mouvement sur le plan idéologique, et ne connaissant aucun moyen de traiter ces islamistes non-violents autre que la répression brutale – est propice à la radicalisation<sup>84</sup>. Le HT étant l'un des groupes d'opposition les plus importants d'Asie centrale, comptant de 15 000 à 20 000 membres<sup>85</sup>, le risque de voir quelques cellules locales s'autonomiser et se rapprocher des anciens combattants du MIO est réel, ce qui ferait planer une menace supplémentaire sur la sécurité de la région. Sans oublier que le djihad sans leader d'Ouzbékistan pourrait également trouver des alliés au Tadjikistan, où certains islamistes ayant combattu aux côtés du Parti de la Renaissance islamique au Tadjikistan (PRIT) pendant la guerre civile (1992-1997) ont été déçus par le processus de paix de 1997. Une minorité d'entre eux sont revenus à l'action violente en créant le groupe *Bayat* (le Serment)<sup>86</sup>, et il n'est pas impossible que d'autres les rejoignent dans le futur. Le réseau djihadiste ouzbek ne risque donc pas de manquer d'alliés et de nouvelles recrues à l'avenir.

---

<sup>82</sup> M. Zygar, « The Clan's Warfare » [La lutte des clans], *Kommersant*, 4 juillet 2005.

<sup>83</sup> A. Khamidov, « Hizb ut-Tahrir Faces Internal Split in Central Asia » [Le Hizb ut-Tahrir connaît des divisions internes en Asie centrale], *Eurasianet.org*, 21 octobre 2003.

<sup>84</sup> A. Mamairov, « Kyrgyz Islamists Build Support » [Les Islamistes kirghizes consolident leur réseau de sympathisants], *Middle East Times*, 24 novembre 2007.

<sup>85</sup> International Crisis Group (ICG), *Radical Islam in Central Asia: Responding to Hizb ut-Tahrir* [L'Islam radical en Asie centrale : répondre à *to Hizb ut-Tahrir*], Osh/Brussels, « Asia Report », 30 juin 2003, p. 17.

<sup>86</sup> ICG, « Tajikistan's Politics : confrontation or consolidation ? » [La politique du Tadjikistan : confrontation ou consolidation ?], *Asia Briefing*, 19 mai 2004, p.9.

## **La responsabilité des grandes puissances régionales**

Nous avons déjà souligné l'importance des options politiques choisies par les États d'Asie centrale pour faire face au djihadisme. Ces politiques répressives ont un impact dévastateur sur les questions de sécurité, un impact si important qu'il a donné naissance à une menace dont le rayon d'action dépasse sa zone originelle (l'Asie centrale post-soviétique). Mais il serait trop facile de ne critiquer que l'Ouzbékistan et ses voisins. Il est compréhensible que ces États faibles redoutent la déstabilisation. Par ailleurs, il est difficile d'imaginer de vraies réformes en matière de gouvernance dans la région sans une aide internationale importante. Plus précisément, au-delà d'un engagement économique significatif qui ne pourrait provenir que de l'Occident, deux grandes puissances de « Grande Asie centrale » portent une responsabilité particulière : la Russie et la Chine. Leur politique dans cette zone est, en effet, particulièrement incohérente. Elles s'inquiètent toutes deux, à juste titre, de la situation sécuritaire en Grande Asie centrale au sens large. Pourtant, parallèlement, elles offrent leur soutien à des politiques qui pourraient bien, au cours de la prochaine décennie, renforcer le djihadisme dans la région.

Moscou, suivie en cela par Pékin, a mis un point d'honneur à jouer pleinement un rôle de grande puissance et à s'opposer à la présence américaine en Asie centrale. Bien entendu, cette attitude n'était pas complètement inattendue : le désir des Américains de soutenir l'« indépendance » des voisins de la Russie pourrait raisonnablement être perçu comme un moyen de s'opposer à la domination de la Russie sur son étranger proche, notamment en s'appuyant sur les révolutions « de couleur » afin de réduire le statut de grande puissance de la Russie<sup>87</sup>. Mais même si l'on part de l'idée selon laquelle une grande puissance agit d'abord en fonction de son intérêt, il est indiscutable que Moscou n'a pas vraiment réussi à contrer la menace des Taliban en Asie centrale dans les années 1990. Il est même possible que, durant cette période, elle ait manipulé certaines menaces djihadistes locales, en particulier le MIO, afin de forcer des pays comme l'Ouzbékistan à accepter sa domination<sup>88</sup>. La Kremlin a également offert un appui déterminé à l'Ouzbékistan après la crise d'Andijan, en soutenant la politique répressive de Tachkent afin d'éloigner Islam Karimov de son ancien allié américain<sup>89</sup>. Cette attitude peut être perçue comme logique dans le monde d'avant le 11-Septembre, mais une telle politique, qui protège l'autoritarisme et s'oppose à toute

---

<sup>87</sup> D.Trenin, « Russia and Central Asia. Interests, Policies, and Prospects » [La Russie et l'Asie centrale. Intérêts, politiques et perspectives], in E. Rumer, D. Trenin et H. Zhao, *Central Asia. Views from Washington, Moscow, and Beijing* [Asie centrale. Regards depuis Washington, Moscou, et Pékin], New York-Londres : M. E. Sharpe, 2007, p. 92.

<sup>88</sup> I. Mirsaitov et A. Saipov, *op. cit.* [49].

<sup>89</sup> Voir J. A. Corwin, « Is Russia Helping Tashkent Clean Up After Andijan ? » [La Russie, aide-t-elle Tashkent à nettoyer après Andijan], *Turkey Weekly*, 19 juillet 2005, <[www.turkishweekly.net](http://www.turkishweekly.net)>. L. Mandeville, « Un an après Andijan, Poutine soutient Karimov », *Le Figaro*, 15 octobre 2007.

action, y compris bénéfique, des autres grandes puissances, permet également au djihadisme dans la région de s'étendre progressivement.

Il reste que sur la question du djihadisme, les actions de Pékin ont une importance pratique plus grande que celles de Moscou, à cause de la spécificité des questions sécuritaires posées par les aspirations nationales des Ouïghours au Xinjiang. Il faut savoir que l'on trouve des Ouïghours à peu près partout en « Grande Asie centrale ». Il existe des minorités Ouïghours en Asie centrale post-soviétique, et plusieurs centaines de Ouïghours ont quitté la Chine pour se battre aux côtés des Taliban<sup>90</sup> ; il y a aussi des militants Ouïghours au Pakistan, en particulier dans la ceinture tribale pachtoune. Par ailleurs, de nombreux militants Ouïghours sont liés à la tendance djihadiste présente en « Grande Asie centrale ». L'influence spécifiquement djihadiste est apparue dans leur mouvement nationaliste au début des années 1990, à la suite des contacts passés par les Ouïghours avec les Moudjahidine afghans dans les années 1980<sup>91</sup>. De plus, des djihadistes Ouïghours ont intégré le MIO par le passé et, comme nous l'avons vu plus haut, il semble probable qu'il existe encore une forme de coopération entre les Ouïghours et les djihadistes ouzbeks basés en Asie centrale post-soviétique. Enfin, il existe au moins une organisation djihadiste Ouïghoure, le Mouvement islamique du Turkestan oriental (MITO). Depuis peu, il semblerait qu'il y en ait une seconde, le Parti islamique du Turkestan, qui a revendiqué des attaques commises en Chine en mai et en juillet 2008<sup>92</sup>. Il pourrait s'agir d'une autre dénomination du MITO ou d'une branche du MIO, peut-être composée d'anciens membres Ouïghours toujours liés au mouvement mais désireux d'avoir leur propre organisation. Quoi qu'il en soit, d'une façon ou d'une autre, cela signifie qu'il existe au moins une structure liée aux djihadistes ouzbeks qui pourrait canaliser les frustrations des jeunes Ouïghours et les inciter à se joindre à un djihad régional dans le cadre duquel ils combattraient en Chine mais aussi en Asie centrale et en Afghanistan.

Le problème de la politique chinoise à l'encontre du séparatisme Ouïghour réside dans le fait que, comme d'autres pays eurasiatiques, la Chine s'est concentrée sur l'obtention de gains de sécurité à court terme. La diplomatie chinoise insiste sur l'amélioration des relations avec les États d'Asie centrale afin de faire cesser le séparatisme qui peut trouver une inspiration et un précédent dans la zone post-soviétique<sup>93</sup>. Elle a réussi dans cette entreprise. Mais, sur le front intérieur, même si l'État a fait de vrais efforts pour promouvoir la paix sociale, la répression a été la principale réponse offerte aux mécontents. À présent, même s'il n'existe

---

<sup>90</sup> J. Bajoria, « The East Turkestan Islamic Movement (ETIM) » [Le mouvement islamiste du Turkestan oriental], *Backgrounder*, Council on Foreign Affairs, 31 juillet 2008, <www.cfr.org>.

<sup>91</sup> A. Lufti, « Blowback: China and the Afghan-Arabs » [Le Retour de bâton la Chine et les Arabes afghans], *Issues and Studies*, vol. 37, n°1, janvier-février 2001, p. 161.

<sup>92</sup> E. Wong, « Warning of Attacks on Olympics Is Said to be Linked to Muslim Separatist Group » [L'Alerte aux attaques est supposée être liée au Groupe séparatiste musulman], *New York Times*, 9 août 2008, <www.nytimes.com>.

<sup>93</sup> H. Zhao, « China in Central Asia Diplomacy » [La Chine dans la diplomatie de l'Asie centrale], in E. Rumer, D. Trenin, et H. Zhao, *op. cit.* [87], p. 138.

pas de véritable mouvement de guérilla ou de groupe terroriste fort au Xinjiang, il est clair qu'une bonne partie des Ouïghours de Chine pensent qu'ils n'ont aucun intérêt à s'intégrer et aucune chance d'avancement dans ce pays. Le racisme institutionnel et le chauvinisme Han très répandu dont ils sont les victimes exacerbe plus encore la situation<sup>94</sup>. Si, à court terme, la répression paraît efficace, il est à prévoir que, dans un futur pas si éloigné, une jeune génération de Ouïghours pourrait opter pour un djihad régional visant la Chine et ses régimes alliés dans la zone.

---

<sup>94</sup> B. Kaltman, *Under the Heel of the Dragon. Islam, Racism, Crime, and the Uighur in China* [Sous le talon du Dragon. Islam, racisme, crime et Ouïghours en Chine], Athens : Ohio University Press, p. 131-133.



## Conclusion

---

Ainsi, l'idée de l'existence d'une menace « de type Al-Qaïda » n'est pas exagérée ; il s'agit d'un péril très réel mais qui doit, pour être compris, être clairement délimité. Tous les groupes islamistes ne peuvent être considérés comme également dangereux. Dans la vallée de Ferghana, le problème provient spécifiquement de l'hydre que constituent le MIO, l'UDI et les cellules djihadistes locales. Ensemble, ces groupes pourraient être un facteur de déstabilisation en Grande Asie centrale et d'insécurité au-delà, comme l'a prouvé la récente menace terroriste sur l'Allemagne. Dès lors, il est indispensable que les différents acteurs concernés assument leurs responsabilités face à un tel défi.

Avant tout, les États-Unis et les autres nations qui combattent sur le front afghan doivent prendre leurs responsabilités. La victoire dans la guerre contre les néo-Taliban est essentielle pour permettre de stabiliser non seulement l'Afghanistan et le Pakistan, mais aussi la vallée de Ferghana. Le MIO et l'UDI continueront d'entraîner de jeunes ressortissants des pays d'Asie centrale et de diffuser de la propagande djihadiste dans cette zone, aussi longtemps qu'ils en auront la possibilité. Certes, par eux-mêmes, ils ne sont pas suffisamment forts pour semer le chaos sur la Route de la Soie. Mais le fait qu'ils prennent pour cibles des États faibles leur permet d'exercer un impact important sur l'Asie centrale, impact qui deviendra peut-être plus important pendant la décennie à venir. La campagne américaine de la fin 2001 a largement diminué la menace que représentait le MIO, mais la menace « de type Al-Qaïda » demeure d'actualité et semble à présent capable de s'étendre à l'Europe. Il est donc temps à présent pour la coalition de finir ce qui a été commencé, et de cibler spécifiquement le MIO et l'UDI dans ses actions dans la zone tribale pachtoune pakistanaise, avec l'accord et le soutien de l'armée pakistanaise. Ce n'est qu'en faisant réellement preuve d'intérêt pour les questions de sécurité en Asie centrale que les pouvoirs occidentaux pourront avoir leur mot à dire à propos de la manière dont la gouvernance est organisée à Tachkent et ailleurs dans la région.

Par ailleurs, le fait que la menace djihadiste centre-asiatique soit également active en Afghanistan et au Pakistan devrait inciter les pays européens à adopter la notion de « Grande Asie centrale » que le Département d'État américain a déjà – indirectement – fait sienne en février 2006<sup>95</sup>. Bien entendu, il ne s'agit pas d'accepter ce concept comme une notion rigide : d'un point de vue culturel, les liens entre les pays post-

---

<sup>95</sup> *Politique Etrangère*, dossier spécial « Grande Asie centrale et manœuvres de puissance », introduction, n° 3, 2008, p. 547.

soviétiques d'Asie centrale sont indéniables et, dans le domaine de l'énergie, une vision centrée sur « l'Asie centrale et le Caucase » est tout à fait valable. Mais pour ce qui concerne les questions de sécurité, le danger posé par l'hydre ouzbèke a montré à quel point la notion de « Grande Asie centrale » est justifiée. Le problème, c'est que la vision dominante en Europe date de la Guerre froide : elle relie systématiquement l'Asie centrale à la Russie et le Pakistan à l'Inde, et perçoit l'Afghanistan comme une île isolée de ses voisins. Alors que l'UE, comme le Japon, les États-Unis et d'autres, commence à s'intéresser aux ressources des États post-soviétiques, et participe via l'OTAN à la guerre contre les Taliban, adopter ce concept serait très utile pour mieux saisir les tenants et les aboutissants de cette zone.